

## "Le Bundestag adopte le plan Schuman" dans Süddeutsche Zeitung (12 janvier 1952)

**Légende:** Le 12 janvier 1952, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung relate l'adoption du plan Schuman par le Bundestag et décrit les prises de position de certains parlementaires allemands avant le vote final.

**Source:** Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Friedmann, Werner; Goldschagg, Edmund; Schöningh, Dr. Franz Josef; Schwingenstein, August. 12.-13.01.1952, Nr. 10; 8. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Der Bundestag nimmt den Schuman-Plan an", p. 1; 2.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/le\\_bundestag\\_adopte\\_le\\_plan\\_schuman\\_dans\\_suddeutsche\\_zeitung\\_12\\_janvier\\_1952-fr-e72ec396-c477-4a0a-aa21-47812aa7030d.html](http://www.cvce.eu/obj/le_bundestag_adopte_le_plan_schuman_dans_suddeutsche_zeitung_12_janvier_1952-fr-e72ec396-c477-4a0a-aa21-47812aa7030d.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016

## Le Bundestag adopte le Plan Schuman

**La ratification du Traité est adoptée à la troisième lecture avec 232 voix contre 143 / Le Parti social-démocrate (SPD) demeure hostile à ce projet / Ollenhauer met en garde contre l'abandon sans raisons impératives de leur pouvoir de disposition sur la Ruhr**

*De notre rédaction à Bonn*

**Bonn, le 11 janvier. – Lors de la séance plénière du Bundestag, la loi de ratification du Plan Schuman a été adoptée vendredi après-midi au cours de la troisième lecture avec 232 voix contre 143 et trois abstentions. Les groupes parlementaires du SPD et du KPD ainsi que quelques députés indépendants ont voté contre. Le vote nominal avait été précédé d'une confrontation mémorable entre le chancelier allemand, Konrad Adenauer, et le vice-président du SPD, Erich Ollenhauer, où les arguments du pour et du contre ont encore une fois été confrontés avec passion. Au cours de ce débat, le chancelier a surpris l'ensemble des membres de la Chambre en dévoilant des détails du Traité général; par ailleurs il a annoncé pour le printemps de cette année un voyage à Washington. Ollenhauer a protesté contre la méthode d'Adenauer d'exposer juste avant le vote les faits qui auraient déjà dû être débattus dans les travaux des commissions et qui y auraient dû être présentés. A l'appel du chancelier pour que l'opposition revoie en général sa position envers la coalition et le gouvernement, Ollenhauer a répondu en indiquant que le gouvernement devait d'abord fournir la preuve de ses allégations et qu'il devait de façon loyale laisser participer l'opposition à l'élaboration d'une politique extérieure commune.**

La confrontation entre le gouvernement fédéral et l'opposition a atteint son point culminant vendredi dans la matinée, lorsque le chancelier s'est adressé avec une âpreté particulière contre les arguments du vice-président du SPD qui, remplaçant le docteur Schumacher qui était malade, avait fait un résumé de la position hostile de l'opposition. Le chancelier qui, malgré la séance nocturne qui avait duré jusqu'à cinq heures du matin, ne semblait pas éprouvé, a démontré une stylistique plus sévère que d'habitude lorsqu'il a reproché à l'opposition qu'elle méconnaissait complètement la situation politique mondiale, qu'elle n'était pas consciente de la chute vertigineuse qu'avait subi il y a sept ans l'Allemagne sur l'échiquier international, et qu'elle exigeait hâte et évolution rapide là où seulement la patience et une progression persévérante, étape par étape, pourraient conduire au succès. Selon Adenauer, les arguments du SPD auraient une étonnante ressemblance avec les propos de Hugenberg 25 ans plus tôt.

Pour contrecarrer l'argument de l'opposition selon lequel le gouvernement allemand empêcherait avec le Plan Schuman la réunification allemande, le chancelier a procédé à la lecture de deux paragraphes du Traité, dans lesquels les Alliés auraient expressément consigné leur engagement à s'investir pour l'unification allemande et à mettre sur pied un Traité de paix sur la base d'un accord libre. Selon les déclarations du chancelier, aussi bien le préambule du Traité que son article VII contiennent de telles indications à caractère obligatoire. Répondant à la question sur le sort de la Sarre, le chancelier a garanti que «grâce à notre projet, les rapports entre la France, la région de la Sarre et la République fédérale d'Allemagne (RFA) vont être réglés de façon satisfaisante».

Ensuite le chancelier a souligné que la RFA, plus que tout autre pays, avait besoin de la confiance internationale, et que l'opposition était en grande partie responsable dans le fait que cette confiance ne s'installait pas. Pour cette raison, le chancelier a lancé un appel ouvert au SPD pour que celui-ci revoie sa position envers la coalition et le gouvernement afin de déterminer une voie commune qui mène à la libération de l'Allemagne. Selon lui, le parti de l'opposition dispose de «ressources précieuses» qui ne devraient pas être gaspillées dans cette lutte contre le gouvernement. Comme le Plan Schuman vise à prévenir une guerre en Europe, l'opposition qui s'investit tellement pour la paix, a les moyens – selon les propos du chancelier – de donner de tout son cœur son consentement au Traité.

Le vice-président du SPD, Erich Ollenhauer, a vivement rejeté la comparaison faite par Adenauer entre le SPD et Hugenberg. «Si le gouvernement voulait mener une guerre à un niveau que le SPD n'avait pas prétendu, alors il pouvait l'avoir». Selon lui, la méfiance de la communauté internationale envers

L'Allemagne résulterait surtout des déclarations irréfléchies issues des rangs de la coalition, et la coalition aussi devrait revoir dans quelle mesure elle baigne véritablement dans la mentalité de Hugenberg. Même l'appel du chancelier visant à faire adopter à l'opposition une nouvelle position envers la coalition a été rejeté avec grande fermeté par Ollenhauer. Le manque de loyauté du chef de gouvernement a justement été révélé par le fait qu'à la fin de la troisième lecture, il a rendu public des articles du Traité, alors que ceux-ci auraient dû être sujets aux consultations préalables des commissions. Par ailleurs, toute spéculation d'Adenauer prétendant que le SPD n'agissait pas en bloc serait inopportune.

Ollenhauer a poursuivi son discours en objectant au fait que le gouvernement fédéral fasse ici et là référence au Traité de Locarno, car selon lui on est encore loin du stade de Locarno. Lorsque ensuite l'orateur a voulu expliquer que contrairement à l'occupation française forcée de la Ruhr en 1923, la France tentait manifestement aujourd'hui de «trouver une forme plus agréable d'occupation de la Ruhr», il s'est vu interrompu par des interpellations d'une telle ampleur qu'il n'est parvenu à poursuivre son discours qu'après une pause prolongée. Il a ensuite exprimé ses pensées dans une forme plus modérée et il a mis en garde contre l'abandon sans raisons impératives du droit de disposition sur la région de la Ruhr comme il est stipulé dans le Traité de la CECA.

Ollenhauer prédisait «un no man's land aux régions frontalières» dans le cas où la Haute Autorité faisait éventuellement usage de son droit de diriger la production et d'établir des prix de parité. Il redoute par ailleurs que les dispositions transitoires de la Communauté européenne du charbon et de l'acier peuvent entraver les relations commerciales avec la zone d'occupation soviétique. «Ce qui est tout particulièrement affligeant pour nous, c'est que manifestement le gouvernement fédéral n'a pas considéré l'unité allemande comme point de départ central lors des négociations. Bonn aurait dès le début dû se présenter comme représentant des intérêts de l'ensemble de l'Allemagne.»

Le point fort de son exposé était lorsqu'il a parlé de l'appareil de la CECA, élément «non-démocratique et autoritaire», qui allait s'installer en Europe et qui menaçait d'étouffer et d'enlever toute la force attractive de l'esprit démocratique aux yeux des régions non-démocratiques de l'Europe. Étant donné que l'organisation du Plan Schuman est consolidée de façon peu respectueuse des droits démocratiques et parlementaires, le SPD y voit d'autant plus un danger parce que la CECA est déjà souvent considérée comme un exemple pour de plus amples regroupements européens.

Le *Bundestag* a ratifié le Plan Schuman lors du vote final avec 232 voix favorables. 143 députés du SPD, du KPD et de quelques groupes indépendants et d'extrême droite ont voté contre le Traité, alors que trois députés se sont abstenus. Par ailleurs, avec l'appui des voix du SPD, un projet de loi émanant de la coalition a été adopté. Celui-ci stipule que le gouvernement fédéral est obligé de prendre toutes les mesures nécessaires pour procurer aux houillères et à la sidérurgie allemande les meilleures conditions de concurrence. À cette fin, le gouvernement fédéral doit garantir que les compétences qui demeurent, aux termes de la loi 27, dans les mains des Alliés soient réduites à une organisation rapide de la décentralisation, pour qu'à l'avenir l'industrie lourde allemande ne puisse plus être l'objet d'interventions étrangères. En outre, le gouvernement s'engage à prendre des mesures immédiates pour pallier la diminution de capacité provoquée par les démontages, par exemple dans le «August-Thyssen-Hütte» et à «Watenstedt-Salzgitter», et pour rattraper dans le reste de l'industrie de la CECA les investissements qui faisaient défaut dans le passé. Le *Bundestag* a également confié au chancelier la mission «de garantir enfin à la population de la région de la Sarre les libertés politiques qui selon la Convention des droits de l'homme sont en vigueur dans tous les États démocratiques, en particulier la liberté de presse et la liberté d'opinion».